



Serge Halimi : « Pas de convergence des luttes sans une perspective politique »

Ballast

15 octobre 2018

Entretien inédit pour le site de Ballast

Il dissèque depuis les années 1990 l'« utopie libérale » ; il accuse le journalisme de s'être enfermé « dans une caste et dans une classe » ; il tance l'élitisme hermétique du monde universitaire et instruit l'implacable procès de la social-démocratie — gardienne de l'ordre capitaliste. Il entend aussi proposer, à la tête du Monde diplomatique depuis 2008, une « autre pratique professionnelle » de l'information. Ressuscitant dans ses écrits la gauche autrefois victorieuse et s'engageant auprès de celle qu'il tient pour susceptible de s'emparer du pouvoir, Serge Halimi refuse de frayer avec les plateaux de télévision et les matinales radio ; ses entretiens se font rares. Comment, face à la contestation nationaliste grandissante, œuvrer à la constitution d'un large « bloc social populaire » émancipateur ?



Vous analysiez, dans *Quand la gauche essayait*, l'étonnante facilité qu'a la gauche à produire des soldats zélés du marché : comment expliquer cet apparent grand écart ?

Il y a plusieurs réponses. Dans le cas des dirigeants politiques, l'une des explications est qu'ils ne croient pas vraiment à leur programme de rupture, quand ils en ont un. En 1981, par exemple, François Mitterrand avait radicalisé son propos pour des raisons largement tactiques : à la fois pour embarrasser son rival plus modéré Michel Rocard au sein du Parti socialiste, et pour couper l'herbe sous le pied d'un Parti communiste que Mitterrand voulait affaiblir. En un sens, sans aller bien sûr jusqu'à parler de « rupture avec le capitalisme » comme le PS en 1981, François Hollande se montrera bon élève de Mitterrand. Son discours du Bourget (« *Mon seul adversaire c'est le monde de la finance* ») et sa proposition d'imposer à 75 % les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an ont en effet été délibérément formulés pour endiguer, en janvier 2012, le tassement de Hollande dans les sondages et la progression concomitante de Jean-Luc Mélenchon. Dans un cas comme dans l'autre la manœuvre a atteint son objectif : Rocard fut étouffé par Mitterrand, Mélenchon, distancé par Hollande. Mais, forcément, l'attachement du président élu à une proposition à laquelle il ne croit pas vraiment (Mitterrand) ou pas du tout (Hollande) n'est jamais très solide. Dans ce dernier cas, **Pierre Moscovici**, le directeur de campagne puis le ministre de l'économie de Hollande, a admis lui-même avec le cynisme qui caractérise ce personnage : « *Nous étions pressés d'enterrer cette ficelle électoraliste (de la tranche d'impôt à 75 %). Autant dire que nous n'avons pas été fâchés que le Conseil constitutionnel la censure.* »

« En juin 1936, quand les usines étaient occupées, tous les experts du monde n'auraient rien pu contre les congés payés et la semaine



de 40 heures. »

L'autre explication de ce grand écart, et les deux peuvent se cumuler, c'est que les responsables politiques, une fois qu'ils parviennent aux affaires, sont « capturés » par la haute administration, celle des finances en particulier. Depuis une trentaine d'années, « la rue de Rivoli », puis « Bercy »¹, sont devenus presque fanatiquement néolibéraux, monétaristes, « européens ». Une fois arrivés au pouvoir, les hommes politiques sont donc éduqués ou rééduqués si nécessaire afin qu'ils comprennent que la promesse de rupture qu'ils ont faite à l'électorat, et qui leur a valu d'être portés au pouvoir, est intenable, encombrante, qu'il faut donc s'en débarrasser. Les médias les encouragent dans cette voie, puisque, à leurs yeux, le reniement des engagements — ceux de gauche — est toujours une preuve de maturité, de retour sur terre. Cette conversion explique l'écart dont vous parlez de manière plus intéressante que la ruse ou le mensonge. Pour cette raison, j'y consacre beaucoup de place dans mon livre, depuis l'analyse du Cartel des gauches de 1924 jusqu'à une période beaucoup plus récente. Mais l'éventuel blocage ou sabotage de la haute administration peut être anticipé. Il l'a beaucoup été. François Mitterrand lui-même avait tenu des propos définitifs à ce sujet : « *Quand on est porteur d'une espérance, quand on a gagné sur des engagements et qu'on veut les respecter, on se retrouve, dès qu'on essaie de faire bouger les choses, en face d'une nuée d'experts qui vous fichent sous le nez des tas de courbes en vous disant : "C'est impossible !"* » Néanmoins, au moment d'arbitrer en faveur du [virage de la rigueur](#), il a lui aussi écouté ces experts, qui disposaient d'appuis politiques importants au sein du PS et du gouvernement (le premier ministre [Pierre Mauroy](#) et le ministre de l'économie [Jacques Delors](#)) et de relais médiatiques innombrables. À partir de ce virage, en mars 1983, la messe est dite.

C'est-à-dire ?

Tout ce qui allait suivre était écrit ou presque, y compris les félicitations de la presse financière et l'amertume d'un prolétariat que la gauche au pouvoir s'habituerait ensuite à ignorer — et à sacrifier. Est-ce à dire que le combat est perdu d'avance ? Non. D'une part, les « experts » de Bercy, ça se forme et ça se change ; encore faut-il en avoir la volonté. D'autre part, leur nocivité est d'autant plus immense qu'il n'y a rien en face, pas de mobilisation populaire, pas de syndicats puissants. En juin 1936, quand les usines étaient occupées, tous les experts du monde n'auraient rien pu contre les congés payés et la semaine de 40 heures. Même la droite et le patronat, terrorisés, s'y sont ralliés massivement : la Chambre des députés a adopté les congés payés par 563 voix contre 1... Ils ne figuraient pourtant même pas au programme du [Front populaire](#).



□Carl Corey | <http://carlcorey.com>□

Vous avez dénoncé, dès 1996, l’instrumentalisation infamante du « populisme ». Les lignes ont sensiblement bougé, depuis : Iñigo Errejón, de Podemos, l’endosse volontiers et Mélenchon a fait sien le « populisme de gauche ». Cet abandon progressif d’une stricte et traditionnelle lecture de classe, englobée sous la bannière de « la gauche », vous paraît-il cependant salutaire ?

Le terme « populiste » est devenu omniprésent — on l’emploie à la fois pour Trump, Podemos, Thatcher et Mélenchon : il ne veut donc plus dire grand-chose. Au fond, à quoi sert-il ? Les « populistes de gauche » expliquent mal sur quels thèmes essentiels leurs idées se distinguent de celles qui traditionnellement furent celles de « la gauche ». Eux écartent ce dernier label en soulignant qu’il a été déshonoré par des gouvernements socialistes ayant gouverné à droite. Les exemples de ce genre sont en effet trop nombreux pour qu’on doive les rappeler. Mais, renonce-t-on au terme de « républicain » parce que Clemenceau fit tirer sur des ouvriers et fusiller les mutins de 1917, ou à celui de « socialiste » parce que Jules Moch a envoyé l’armée contre les mineurs en grève et que François Hollande ose encore l’employer aujourd’hui, ou au terme de « communiste » en raison des purges staliniennes ? À ce régime-là, quel mot politique n’a pas été déconsidéré ? Et le terme « populisme » ne sortirait pas indemne non plus d’un tel examen. En France, il renvoie à la fois au [général Boulanger](#), à [Pierre Poujade](#) et



à Bernard Tapie. Plus généralement, « populisme » qualifie une humeur protestataire, une méfiance envers les « élites » qui brasse large, ce qui la dispense de devoir arbitrer entre des intérêts potentiellement antagonistes. Ce qui permet d'agréger sous le vocable de « peuple » des groupes, des classes qui n'ont en commun qu'une immense colère et qui confient la charge de l'interpréter à un tribun charismatique. Cette imprécision, cette fluidité, ce flou, peuvent être tactiquement utiles dans la perspective de la conquête du pouvoir, mais ils deviennent sources de confusion ensuite.

« Renonce-t-on au terme de "républicain" parce que Clemenceau fit tirer sur des ouvriers et fusiller les mutins de 1917 ? »

Le concept de « populisme de gauche » est souvent associé à l'idée d'une vie politique qui opposerait les 1 % les plus riches (l'oligarchie) aux 99 % qui restent (le peuple). Or l'unité de ce peuple me paraît mythique et même factice. À supposer qu'elle se forme dans un moment révolutionnaire, elle se désagrègera sitôt que des mesures précises devront être prises par le nouveau pouvoir. Une fraction appréciable des classes moyennes préférera alors se solidariser avec les classes supérieures contre lesquelles un gouvernement de « gauche de gauche » devra agir s'il veut réaliser quoi que ce soit. La forme actuelle de notre désespoir politique, c'est le refus d'une analyse de classe sérieuse parce que chacun craint qu'elle ne dévoile l'affaiblissement, la fragmentation et l'isolement des groupes sociaux autrefois porteurs de changement. D'où la tentation de mettre en avant des catégories très floues, fluctuantes mêmes (« liquides » diraient certains), rudimentaires mais rassurantes. Je rejoins les populistes de gauche lorsqu'ils estiment qu'il faut recréer une conflictualité politique du type « nous contre eux » afin de combattre les discours émoullissants du « vivre ensemble », d'autant plus ineptes que les possédants ont déclenché une guerre sociale contre les salariés depuis plus de 30 ans. Mais il me semble que la constitution de coalitions autour d'intérêts et de programmes précis joue ce même rôle et permet d'en définir l'objectif.

Dans votre préface à l'essai *Pourquoi les pauvres votent à droite*², vous anticipez le fameux rapport Terra Nova de 2011, actant l'abandon des classes populaires et du monde ouvrier. Il n'est plus un scrutin sans que l'on ne rabâche pas le pouvoir d'attraction du FN auprès de ces derniers : peut-on encore renverser la donne ?

En France, cet abandon des classes populaires fut surtout l'œuvre des intellectuels de la « deuxième gauche » qui, dès les années 1970, davantage encore après le virage de la rigueur de 1983, ont formé les cadres dirigeants du Parti socialiste et de la CFDT. Plus



largement, à l'échelle de l'Europe et des États-Unis, les dirigeants sociaux-démocrates et démocrates ont également cherché, pour marquer leur « modernité », à se distinguer de leurs aînés, plus attachés à des politiques redistributrices et plus liés qu'eux au monde du travail. Ils ont concédé beaucoup de choses à la révolution conservatrice de Thatcher et de Reagan en espérant ainsi en réduire la puissance, la priver d'aliments en somme. Sur ce plan, il y a eu une vraie convergence entre, par exemple, Tony Blair, [Anthony Giddens](#), [la Fondation Saint-Simon](#) et Bill Clinton, qui ont théorisé ce changement de cap à partir d'une analyse sociologique et politique se prétendant à la fois nouvelle et audacieuse. Rappelons-en les grandes lignes. Strauss-Kahn, dont le parcours est révélateur — plutôt keynésien dans les années 1970-80, puis ministre de l'économie dans le gouvernement Jospin, enfin directeur général du FMI grâce à l'appui de Nicolas Sarkozy — publie en 2002 un livre important, *La Flamme et la cendre*. L'ouvrage va anticiper la plupart des thèmes de [la Fondation Terra Nova](#) dont vous parliez. Il explique que les socialistes, au lieu de défendre le « *prolétaire qui n'a que ses chaînes à perdre* », devraient s'intéresser aux gens qui ont « *hérité une culture, une éducation, parfois un tout petit peu d'argent, un appartement. Bref qui ne sont pas les plus malheureux, mais qui ne sont pas non plus les plus riches* ». En somme, le principal vivier électoral de la « gauche de gouvernement » ne devrait plus être ni les 20 % du bas (les prolétaires), ni les 50 % les moins riches (les classes populaires). Ce sera par conséquent « le groupe central », une cible qui fut déjà celle de Valéry Giscard d'Estaing et qui s'est massivement mobilisée en 2017 en faveur d'Emmanuel Macron.



□Carl Corey | <http://carlcorey.com>□

En 2002, Strauss-Kahn n'oubliait pas entièrement les pauvres. Il proposait de « s'en préoccuper, de les aider à vivre, de les former ». Mais « pour essayer de les amener vers les couches centrales ». En somme, il s'agissait de les domestiquer politiquement. Au point que Strauss-Kahn déconseillait de « s'appuyer sur eux, car la plupart du temps ils n'ont pas envie de participer à la vie politique ». Lui et les socialistes s'en méfiaient, comme on redoutait autrefois les « classes dangereuses ». Strauss-Kahn écrivait même : « Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Ses irrptions dans l'histoire se manifestent parfois dans la violence... » Ainsi donc, au tournant du siècle, on observe une rupture essentielle : la social-démocratie européenne s'affiche dorénavant comme le parti de l'ordre social, du capitalisme libéral. Elle s'en satisfait ; mieux, elle le proclame. Elle entérine la domination des classes moyennes, de la bourgeoisie cultivée, mais en ajoutant de la parité et de la couleur dans la vitrine. Cette dimension « diversitaire » va apparaître avec plus de netteté encore au moment du rapport de Terra Nova qui proposera, en 2011, que « la coalition historique de la gauche centrée sur la classe ouvrière, en déclin » soit remplacée par « une nouvelle coalition, "la France de demain", plus jeune, plus diverse, plus féminisée. Un électorat progressiste sur le plan culturel ». On privilégie ainsi le « culturel » au détriment du social, c'est-à-dire qu'on isole l'un de l'autre, en essentialisant « jeunes », « femmes » et « populations issues de l'immigration », comme si leurs particularités leur retiraient toute réalité sociale par ailleurs. Comme si



l'augmentation des salaires et des garanties sociales, la lutte contre la précarité de l'emploi et les inégalités de revenus ne les concernaient pas au premier chef, en raison précisément du fait qu'ils sont plus défavorisés que les autres. Ainsi, les femmes, les jeunes, les minorités sont, par exemple, plus susceptibles d'être payés au salaire minimum et précaire. L'acceptation du capitalisme, le culturel avant le social, puis l'abandon du social : une fois parvenue à ce stade, il ne s'agit plus pour la social-démocratie d'une bifurcation, d'un accident de parcours, ni même d'une parenthèse — mais de son nouveau projet.

« La social-démocratie entérine la domination des classes moyennes, de la bourgeoisie cultivée, mais en ajoutant de la parité et de la couleur dans la vitrine. »

La social-démocratie oublie cependant que ce « groupe le plus défavorisé », essentiellement les ouvriers et les employés, parfois issus de l'immigration, constituent encore, dans la plupart des pays européens, près de la moitié de la population. Et des gens d'autant plus solidaires entre eux que les ouvriers épousent souvent des employés. Puisque la gauche s'en désintéresse, ils vont aller voir ailleurs, souvent en s'abstenant, mais aussi en votant de temps en temps pour une extrême droite qui leur semble d'autant moins compromise avec le pouvoir qu'elle ne l'a jamais exercé. À mon sens, il n'y a pas de stratégie victorieuse pour la gauche, et pas de perspective émancipatrice tout court, si ce bloc social populaire — avec ses femmes, ses jeunes, ses immigrés — ne figure pas au centre de sa stratégie. Incidemment, le fait qu'on doive aujourd'hui énoncer un tel truisme n'est pas le signe d'une bonne santé intellectuelle. Il conviendrait donc à mon avis de s'intéresser en priorité à ce qui peut « changer la vie » de ce groupe majoritaire (la multiplication des biens publics ; l'extension de la gratuité dans l'éducation, la santé, les transports collectifs ; la lutte contre la précarité et contre un management qui « évalue » sans cesse ses salariés pour les placer en situation de concurrence permanente). Mais le préalable, c'est qu'on se situe dans une perspective anticapitaliste, et surtout pas qu'on se résigne à prolonger l'existence de ce système en le réformant, par exemple en le « verdissant » un peu, en le rajeunissant, en le « diversifiant ». Le succès de l'extrême droite tient aussi à l'aversion qu'elle provoque de tous côtés, et au caractère hétéroclite des coalitions qui se recomposent toujours contre elle, ce qui conforte aussitôt son image de mouton noir, de force antisystème intransigeante et qui parle fort. C'est dire qu'une position de rupture ne constitue pas une lubie d'intellectuel coupé de la réalité. Elle peut certes découler d'un choix théorique né de la réalisation que le capitalisme n'est pas réformable parce qu'il détruit la société



et la nature. Mais la radicalité de nos exigences répond avant tout à une situation d'urgence politique, à la course de vitesse engagée avec un adversaire redoutable, et que nous ne pouvons pas perdre.

Une partie significative de la nouvelle génération militante, soucieuse d'horizontalité libertaire et méfiante à l'endroit des structures syndicales ou partidaires, souscrit à la « démultiplication des causes de lutte et des terrains de mobilisation » dont parle François Cusset. Comment appréhendez-vous ces « nouvelles radicalités » que l'on retrouve à Nuit debout, à Tolbiac, sur les ZAD, à Tarnac ou dans les cortèges « autonomes » ?

Ce que je prends là-dedans, c'est d'abord une critique en acte des formes anciennes, parfois usées, de mobilisation politique. Ensuite, je perçois dans ces « nouvelles radicalités » le refus d'une révision à la baisse de nos espérances de transformation. Mais votre question n'appelle pas une réponse générale valable partout et une fois pour toutes. Quand Adama Traoré meurt dans une gendarmerie, personne ne va laisser de côté la réalité des brutalités policières en prétendant, par exemple, que notre cause principale devrait être l'opposition aux accords de libre-échange. Quand les femmes n'ont pas le droit d'avorter et sont victimes de la brutalité de leurs conjoints, compagnons, supérieurs hiérarchiques, ou de cette subordination qu'induit presque par définition pour elles la religion, qui oserait leur prêcher que la priorité dont tout découle, c'est le capitalisme. Et le même raisonnement valait pour les mobilisations d'il y a 30 ans contre le sida, plus récemment en faveur du mariage pour tous, et il vaut pour le combat contre le réchauffement climatique, les ZAD, Notre-Dame des Landes, etc. Le problème, s'il y en a un, c'est qu'on construit souvent à partir de ces évidences — oui, toutes ces luttes sont légitimes, elles ont, elles aussi, un caractère populaire, et il est heureux qu'elles mobilisent du monde — une opposition largement artificielle avec le combat syndical ou avec celui des partis, dont on suggère qu'ils ignoreraient l'égalité hommes-femmes, la défense de l'environnement, le combat contre le racisme, les discriminations, etc. Cette présentation est caricaturale, ou en tout cas largement datée. Nul ne prétend plus que le combat économique s'impose à tous les autres, lesquels devraient par conséquent lui être subordonnés, voire sacrifiés. Les partis et les syndicats progressistes sont aujourd'hui terrorisés à l'idée d'être pris en défaut de vigilance sur toutes les questions liées à l'environnement, aux discriminations, aux violences policières, parce qu'ils ont intériorisé depuis des décennies chacun des reproches qu'on leur a adressés à ce sujet. C'est un peu comme quand vous remerciez les organisateurs au début d'une réunion publique : vous veillez à n'en omettre aucun. Les partis et les syndicats avec qui il m'est arrivé de parler et d'agir savent parfaitement que s'ils oublient de cocher toutes les cases, il se trouvera toujours quelqu'un au fond de la salle qui va protester que cet

oubli est une forme de mépris, qu'il témoigne qu'une longue oppression sexiste ou coloniale se poursuit. Il se dira très offensé, ou elle se prétendra terriblement blessée, etc. Et une bonne partie du public les applaudira pour ne pas paraître complice de l'épouvantable négligence qui vient d'être commise...



□Carl Corey | <http://carlcorey.com>□

En revanche, la dénonciation des partis et des syndicats, de leur archaïsme, est à la mode ; elle est même devenue tendance, y compris dans certains mouvements sociaux. Et les médias, de leur côté, encouragent aussi les « dissidents », les francs-tireurs, l'homme ou la femme qui « rue dans les brancards », qui ne rentre pas dans les cases, qui affiche son individualité, son impatience, qui parle de lui ou d'elle, qui « brise les codes », qui n'attend pas son tour, qui n'est jamais en retard d'une polémique ou d'une indignation. Mais rien ne nous interdit de marcher et de mâcher du chewing-gum à la fois : c'est-à-dire de soutenir toutes sortes de combats légitimes et de réfléchir à la perspective politique la plus susceptible de les articuler en vue de leur ouvrir un débouché. C'est-à-dire de construire une coalition victorieuse en réfléchissant à un dénominateur commun. Juxtaposer des causes et des « identités » qui s'entrecroisent ne réclame en revanche aucun travail politique préalable, aucune négociation, aucun calendrier particulier. C'est un peu la politique sur le mode BlaBlaCar : on se rencontre sur Internet et presque aussitôt on se quitte. La « convergence des luttes », en revanche, il ne suffit pas de la proclamer, il faut y travailler politiquement. Elle ne naît



pas par génération spontanée ; elle exige persistance, endurance et patience. On sait — et on le répète assez — qu'en France les partis d'extrême gauche, de gauche et les écologistes sont largement déconsidérés. À leur place, on privilégierait donc d'autres formes de mobilisation et d'organisation — souples, horizontales, en réseau comme on dit. Mais, au Royaume-Uni, le Parti travailliste, qui compte 500 000 membres et qui défend une ligne anticapitaliste, sans oublier pour autant l'environnement ou les combats féministes, est le plus puissant d'Europe.

« Juxtaposer des causes et des "identités" qui s'entrecroisent ne réclame aucun travail politique préalable. C'est un peu la politique sur le mode BlaBlaCar : on se rencontre sur Internet et presque aussitôt on se quitte. »

Et puis, parlons de Nuit debout puisque vous l'avez évoqué. Enthousiasmant au départ, ce mouvement s'est enlisé dans des palabres interminables qui ont lassé même ceux qui y participaient, au point de vider progressivement la place de la République. Nuit debout n'oubliait aucune cause, ni la ZAD, ni Tarnac, ni les antispécistes, ni quoi que ce soit susceptible d'intéresser qui que ce soit. Mais en vue de quel objectif ? Quelle était sa priorité ? La prise de parole permanente ? Et après ? Le mouvement a exprimé à sa manière cette nouvelle radicalité antihierarchique, antiautoritaire, un peu narcissique, « *amoureuse d'elle-même* » pour reprendre l'expression que Thomas Frank avait employée quelques années plus tôt à propos de Occupy Wall Street. Ne nous abstenons donc pas de faire aussi le bilan des « nouvelles radicalités », de ces mouvements qu'on proclame — depuis déjà plusieurs décennies ... — novateurs, autonomes, horizontaux, en réseau. Qui attirent-ils, quelles sont leurs réalisations ? Se retrouver sur la même place, écouter de la musique, se parler, faire connaissance, s'instruire, passer un moment de liberté ensemble, oublier les contraintes d'une existence ordinaire ou carrément s'y soustraire, rejouer *À nous la liberté*, le film de René Clair (en 1931...) dans lequel une usine fonctionne toute seule pendant que les ouvriers pêchent, font la sieste et pique-niquent, c'est précieux, mais c'est rarement davantage qu'un moment dans une lutte. Même si une embellie est toujours bonne à prendre...

Vous avez récemment tancé « le verbiage universitaire gauchiste et postcolonial usiné dans les établissements d'élite américains ». Si, à l'instar de Walter Benn Michaels, vous critiquez l'usage libéral qui peut être fait de la notion de « diversité », comment pallier au manque d'« alliances » dont parlait il y a peu Assa Traoré entre le camp anticapitaliste et les revendications issues



des quartiers populaires ou des minorités ethniques et religieuses discriminées ?

Walter Benn Michaels a perçu avant beaucoup d'autres ce qui aujourd'hui saute aux yeux. On peut souhaiter davantage de diversité et de multiculturalisme, mais à condition de comprendre qu'une telle exigence n'a rien de subversif. Le système capitaliste s'en accommode à merveille. L'Assemblée nationale n'a jamais compté autant de femmes, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont une femme à la tête de leur exécutif, les États-Unis ont eu un chef d'État major, une secrétaire d'État et un président noirs. Simultanément, la « diversité » ne cesse de reculer en matière de représentation des catégories populaires au Parlement, dans les grandes écoles, à la tête des entreprises. Il y a 15 ans déjà, présentant à la presse une entreprise dont il avait changé le nom parce que l'ancien, celui de la Générale des Eaux, sentait trop les magouilles et les pots de vin, Jean-Marie Messier promettait qu'avec Vivendi, « *ensemble, nous allons créer une entreprise hors du commun, multiculturelle, généreusement ouverte sur le monde et sa diversité. Ainsi, nous serons le groupe mondial de communication le plus en phase avec la société de demain* ». Et puis, le manque d'alliances dont souffre le camp anticapitaliste n'est nullement circonscrit aux « quartiers populaires » auxquels vous pensez, ceux où vivent des « minorités ethniques et religieuses ». Ce divorce entre la gauche et le peuple, on le retrouve en France dans le Pas-de-Calais, le Var, la Meuse ; aux États-Unis, en Louisiane, au Kentucky, en Virginie occidentale ; en Grande Bretagne, dans le Yorkshire ; en Italie, dans le Mezzogiorno. Ce ne sont ni le peu de « diversité » ni son refus qui l'expliquent. Plutôt le ressentiment né d'un abandon, d'une trahison.



□Carl Corey | <http://carlcorey.com>□

On a trop tendance — lorsqu'il s'agit des groupes sociaux qu'on n'entend presque jamais parce que, à la différence des classes moyennes urbaines et cultivées, ils ne squattent pas des médias comme France Inter et ne vivent pas dans les grandes métropoles — à ramener ce qui les intéresse à des thèmes particuliers, un peu vermoulus ou inquiétants, forcément moins distingués et moins universels que ceux de la bourgeoisie cultivée... Disons la chasse ou les limitations de vitesse pour les « petits Blancs » qui votent mal, l'islam dans certaines banlieues. Pourtant, s'il y a bien un point commun entre les catégories populaires, c'est qu'elles n'appuient jamais très longtemps ceux qui les regardent de haut, leur font la leçon et systématiquement négligent leurs intérêts. Or leurs intérêts, elles les définissent toutes de la même manière : emploi, pouvoir d'achat, école, santé, avenir. Au moment du Front populaire, on appelait ça *le pain et les roses*. Alors oui, lorsque le « camp anticapitaliste » est incarné par des universitaires obsédés par les dernières lubies des campus américains (lesquels sont réservés, il faut le rappeler, à la toute petite minorité d'étudiants dont les parents peuvent payer des droits d'inscription exorbitants) ou par des militants d'autant plus radicaux que leurs perspectives de l'emporter sont nulles (et qu'ils en sont parfaitement conscients), ceux pour qui l'action politique n'est ni une habitude, ni une profession, ni un divertissement n'ont aucune raison de rallier leur camp. La meilleure arme contre la dépolitisation, c'est une dynamique de lutte collective et de victoire : on va gagner, on peut gagner !



En apportant votre soutien à François Ruffin, en 2017, vous avez loué sa volonté « unitaire » et sa prise en compte de la question écologique. Le Monde diplomatique titrait en 2016 « Écologie ou barbarie » : cet enjeu pourrait-il constituer la base fédérative des luttes en cours et à venir ?

« Lorsque le "camp anticapitaliste" est incarné par des universitaires obsédés par les dernières lubies des campus américains, ceux pour qui l'action politique n'est ni une habitude, ni un divertissement n'ont aucune raison de rallier leur camp. »

L'avantage de la cause écologique, c'est son caractère pédagogique. Peu de raisons d'entrer en politique sont aussi évidentes, pressantes, urgentes, que l'idée d'une existence mise en péril à terme relativement proche. Or la contradiction fondamentale entre, d'une part, le productivisme, le marché capitaliste, la mondialisation, le libre-échange et, d'autre part, la protection de la planète saute aux yeux. L'idée d'aller chercher de la main d'œuvre là où elle est moins chère, de produire toujours plus de machines ou de téléphones programmés pour se dérégler, de rechercher au bout du monde les composants d'un produit sans s'employer plutôt à les fabriquer sur place, ce qui éviterait des transports inutiles et des pollutions supplémentaires, l'idée aussi de transformer le Sud en poubelle des déchets du Nord, tout cela a un sens économique dans une logique de marché, de concurrence, de retour rapide sur investissement. Mais un calcul pareil devient destructeur, criminel, sitôt qu'on juge prioritaire le souci de l'environnement — c'est-à-dire celui de la santé, de la vie, de l'avenir.

Toutefois, pour que cette cause, cette conscience fédère les luttes en cours, il faudrait qu'on cesse d'utiliser l'argument de l'écologie pour stigmatiser les populations qui n'ont ni les moyens de travailler près de chez elles et de s'y rendre en vélo dans des grandes villes où le prix du mètre carré est exorbitant, ni ceux d'acheter des produits sains qui souvent coûtent plus cher, ni ceux de boycotter les hypermarchés, leurs parkings gratuits et leurs prix sacrifiés. Et qui ne peuvent pas non plus refuser, s'ils sont Américains et vivent dans les Appalaches, un emploi de mineur vu qu'il n'y a pas pour eux d'autre travail qui paierait autant. On voit alors que la solution ne peut être que collective, c'est-à-dire sociale. Or c'est là tout ce que le capitalisme déteste. Au point que l'un de ses penseurs majeurs, Milton Friedman, qualifiait il y a 15 ans le souci de l'environnement de « *largement surestimé* ». Il avait quand même son idée sur le sujet : « *La meilleure solution serait de laisser les gens — d'un côté, ceux qui s'estiment lésés par la présence de fumées, de l'autre, les industriels qui en sont responsables —*

« négocier entre eux l'arrangement qui les satisfait le mieux. » En somme, sa « solution » c'était une fois de plus un mécanisme de marché ! Mais depuis que Pékin et Bombay sont à leur tour devenus irrespirables, c'est toute l'humanité qui est « lésée par la présence de fumées ».



□ Carl Corey | <http://carlcorey.com> □

Un autre chantier divise brutalement les partageux : l'internationalisme. Donc les États-nations. Un « souverainisme de gauche » se diffuse depuis quelques années et porte jusque dans la gauche radicale : œuvrer au dépérissement des entités nationales, comme le souhaitaient le marxisme et l'anarchisme historiques, fait-il nécessairement le jeu du libéralisme ?

Vous évoquez le marxisme ou l'anarchisme, mais si vous aviez rattaché l'idée du dépérissement des entités nationales au forum de Davos et aux combattants du califat vous auriez aussitôt rendu ce projet moins attirant... L'abolition des frontières demeure l'utopie finale de la gauche radicale, mais elle comporte un préalable : que le mode de production organisé autour de la propriété privée ait disparu. En attendant, les frontières resteront le cadre dans lequel s'exerce la souveraineté populaire. Les révolutions les plus internationalistes ont éclaté dans des États-nations. La Commune de Paris, tout en étant partiellement dirigée par des militants révolutionnaires étrangers, se montrait extrêmement attachée à la défense nationale et beaucoup plus patriote que les



Versillais qui, au même moment, pactisaient avec l'occupant prussien. Un cas de figure qu'on a retrouvé ensuite. L'effacement des frontières ici et maintenant, dans un marché capitaliste, est surtout le projet des ultralibéraux. Ils souhaitent que les marchandises circulent, que les douaniers disparaissent, que la concurrence « libre et non faussée » joue au détriment des conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Et quand l'Union européenne combat les États-nations, ce n'est pas principalement pour les bonnes raisons que vous mettez en avant (la crainte du nationalisme et le souvenir des guerres), mais pour une mauvaise. L'UE refuse que quelque souveraineté nationale que ce soit puisse remettre en cause les règles libérales et monétaristes qu'elle a gravées dans le marbre des traités. Cela a valu pour la Grèce, la France, l'Italie.

Certains travaillistes britanniques, minoritaires, souhaitent le Brexit parce qu'ils veulent renationaliser les chemins de fer, l'eau, l'électricité, ce que les traités européens leur interdiraient. Sont-ils « souverainistes » ? Quand ils s'opposent au dumping salarial que favorise l'emploi chez eux de travailleurs détachés originaires d'autres États européens, sont-ils moins internationalistes que les actionnaires des multinationales dont l'horizon est à la fois la planète et le dividende ? Ces actionnaires sont d'ailleurs également ceux qui pratiquent un apartheid social de fait dans des villes réservées aux riches. Autant dire qu'ils adorent l'ouverture des frontières à condition de pouvoir déployer pour eux-mêmes et pour leur progéniture toutes les stratégies d'évitement résidentiel et scolaire. Mieux vaut par conséquent éviter de transformer cette question de l'internationalisme en nouvelle religion détachée de l'analyse d'un rapport de force social et mondial. Lequel, depuis quelques décennies, s'est infléchi au profit du capital plutôt que du travail, et d'un espace déterritorialisé (économique ou, le cas échéant, religieux) plutôt que des États-nations. Cette dynamique provoque une inquiétude légitime auprès des populations les plus fragiles, les plus dominées. Répondre autrement que par des incantations à leur demande de protection ou de riposte réclame une stratégie de prise du pouvoir. Faute de quoi, elles chercheront aide et assistance auprès de nos adversaires les plus féroces, en nous objectant que nous brassons du vent et qu'elles ne peuvent plus attendre.

Photographie de bannière : Carl Corey | <http://carlcorey.com>

1. Ministère de l'Économie et des Finances.[↩]



2. Thomas Franck, Pourquoi les pauvres votent à droite, Agone, 2008.[↔]